

La Suède sommée de s'excuser pour son passé esclavagiste à Saint-Barthélemy

Saint-Barthélemy était la seule colonie suédoise, de 1784 à 1878, et cette possession a permis à la Suède de prendre part au commerce d'esclaves. Aujourd'hui Verene Shepherd, universitaire jamaïcaine et partisane des réparations pour l'esclavage, demande à l'occasion d'un long article publié dans L'Expressen des excuses officielles de la part de la famille royale.

Saint-Barthélemy est une curiosité en Suède, qui n'a pas le passé colonialiste de nations comme la France ou le Royaume-Uni. La petite île de 21 km² fut la seule possession suédoise, entre 1784 et 1878. A la fin du XVIII^e siècle Gustavia et ses 6.000 habitants était la cinquième ville de Suède. Le port franc lui a été fort utile, idéalement situé en Caraïbe pour le florissant commerce d'esclaves qui avait cours au XIX^e siècle. L'esclavage a été aboli par la Suède le 9 octobre 1847. Chaque année Saint-Barthélemy commémore cette date.

Alors que le racisme, avec les événements aux Etats-Unis, et la question de la mémoire de l'esclavage font l'actualité depuis des mois, le quotidien suédois L'Expressen a consacré le 15 août un long article au passé esclavagiste de la Suède. Et particulièrement à l'éventualité pour la famille royale de présenter des excuses officielles pour sa participation à la traite négrière, si limitée soit-elle en comparaison avec d'autres nations.

« La Suède et la famille royale suédoise ont profité de l'esclavage »

Universitaire jamaïcaine, membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale, Verene Shepherd est une farouche militante de l'indemnisation des Etats de



Cette peinture à l'huile représentant Gustavia au début du XIX^e siècle est visible au Sjöhistoriska Museet de Stockholm.

la Caraïbes par les anciens pays colonisateurs. « La Suède et la famille royale suédoise ont profité de l'esclavage. Nous exigeons des excuses du gouvernement suédois et de la famille royale auprès du peuple des Caraïbes », dit-elle à L'Expressen. « En tant que nation fière de ses efforts en faveur des droits de l'homme et de l'égalité, la Suède ne peut pas se sentir à l'aise avec cette

histoire. Elle devrait faire ce qu'il faut et présenter des excuses, même si elle n'y est pas formellement obligée. » Le quotidien souligne qu'en dehors de sa participation active, bien que minime, à la traite négrière, la Suède a joué de l'esclavage en produisant et vendant des quantités astronomiques de fer, servant pour la fabrication de chaînes et d'armes. Le Caricom (Communauté Caribéenne, organi-

sation qui regroupe une quinzaine d'Etats de la Caraïbe, dont Saint-Barth ne fait pas partie) a créé il y a quelques années, sous l'impulsion de Verene Shepherd entre autres, une commission d'indemnisation pour les atrocités commises durant l'esclavage. Cette commission compte bien s'inscrire dans l'actualité pour obtenir gain de cause, y compris auprès de la Suède.

Le gouvernement suédois a pris acte mais n'a pas répondu à la sollicitation, selon L'Expressen. L'éventualité d'excuses officielles, et l'instauration d'une journée de commémoration le 9 octobre, a plusieurs fois fait l'objet de débats politiques au cours des dernières années en Suède. En 2019 paraissait le roman "1794", signé par Niklas Natt Och Dag, écrivain suédois. Un événement puisqu'il avait

écoulé 200.000 exemplaires du premier tome "1793", dans un pays qui compte 10,2 millions d'habitants. Dans la suite de ce "thriller historique" il décrit d'atroces scènes dans le port de Gustavia ; un nouveau pavé dans la mare au royaume scandinave, où beaucoup demandent qu'au moins de véritables recherches sur ce passé trouble soient entreprises.

Si la question peut mettre mal à l'aise en Suède, ce sera probablement le cas également à Saint-Barthélemy. La période esclavagiste y est mal connue, et les habitants ne revendiquent pas cet héritage au même titre que leurs voisins antillais, n'étant pas pour la plupart les descendants directs des victimes de la traite négrière. D'ailleurs dans la plupart des documents de présentation de l'île, aujourd'hui encore il est tout simplement stipulé qu'elle n'a jamais connu l'esclavage. Interrogé lui aussi par L'Expressen, Nils Dufau, président de l'ASBAS*, arrondit les angles : « L'esclavage fait partie de notre histoire. Il y a eu des troubles et des manifestations dans d'autres grandes îles françaises, mais pas chez nous. Ici, nous vivons sur la même longueur d'onde quelle que soit la race, la nationalité, la religion ou la culture dont nous sommes issus. »

* Association Saint-Barth des Amis de la Suède

En bref

Un compteur de la biodiversité

Le ministère des Outre-Mer, l'Office français de la biodiversité et le Museum national d'histoire naturelle travaillent à la création d'un site internet dédié à la biodiversité des territoires ultramarins français. Pour l'instant ces acteurs ont lancé une vaste consultation autour de ce projet, à laquelle il est possible de participer en ligne via le site www.mnhn.fr. L'objectif est de créer une plateforme collaborative, alimentée par les organismes locaux, mais aussi par les habitants et les touristes. Le site intitulé « Le compteur de la biodiversité outre-mer » sera présenté avant la fin de l'année pour une mise en service début 2021.

La contraception gratuite pour les mineures de moins de 15 ans

Selon un décret publié jeudi 27 août, la contraception pour les jeunes filles de moins de 15 ans sera désormais entièrement prise en charge par l'Assurance maladie, de la consultation aux contraceptifs eux-mêmes. En 2013 cette mesure avait été prise pour les mineures de 15 à 17 ans, et elle avait contribué à diminuer considérablement le recours à l'interruption volontaire de grossesse chez cette population. En France chaque année environ 1.000 jeunes filles de 12 à 14 ans sont enceintes, et dans plus de 70% des cas cela se termine par une IVG.

La consommation de cannabis punie d'une amende de 200 euros

Depuis le mardi 1^{er} septembre la consommation de drogue sera punie d'une amende de 200 euros, une mesure qui s'applique à tous les stupéfiants mais vise principalement les consommateurs de cannabis. Cette amende forfaitaire a été testée dans plusieurs villes de France depuis le mois de juin, le but étant d'alléger les procédures pour usage de stupéfiant et d'appliquer une sanction immédiate. Si elle est réglée sous quinze jours l'amende est réduite à 150 euros. Au delà de 45 jours elle passe à 450 euros. La France est l'un des pays les plus répressifs en matière de réglementation autour du cannabis, et parallèlement est l'un des pays européens les plus consommateurs.

Le Gustavia Yacht Club s'allie à son homologue de Spetses

Une relation logique puisque le commodore du Gustavia Yacht Club n'est autre que Stelios Haji-Ioannou, britannique d'origine chypriote. Amoureux de voile, l'homme d'affaires est surtout connu pour avoir fondé EasyJet, l'une des premières compagnies aériennes low-cost d'Europe. La semaine dernière les deux yacht-clubs ont célébré leur jumelage sur l'île de Spetses, au cours d'une cérémonie présidée par « Sir Stelios » et par son homologue grec Antonio Vordonis, en compagnie d'invités venus des deux îles.

La plage de Saint-Jean rouverte à la baignade

Selon de nouvelles analyses effectuées par la Collectivité le 24 août, la qualité de l'eau de baignade à Saint-Jean, côté Pélican, est de nouveau bonne. L'arrêté d'interdiction de baignade est donc levé, les activités nautiques peuvent être pratiquées sans risque. La pollution était due à un déversement d'eaux usées maltraitées dans la baie, ce qui a provoqué le développement de bactéries.

Renforcement des vols Air France entre les Antilles et Paris cet hiver

Air France annonce qu'à compter du 21 décembre des rotations supplémentaires entre Paris, la Guadeloupe et la Martinique seront mises en place. Depuis Pointe-à-Pitre quatre vols par semaine partiront vers Roissy, et dix-sept par semaine vers Orly. Depuis la Martinique 3 vols hebdomadaires vers Roissy, dix-sept vers Orly. Les Antilles sont les destinations qui résistent le mieux à la crise du secteur aérien. « Air France traverse la plus grosse crise de son histoire, il était donc important pour elle de rebondir et de saisir les opportunités qui s'offrent à nous », explique le responsable de la compagnie pour la zone Caraïbe, Edouard Diverez, à RCI. « Les prix des billets n'ont jamais été aussi bas ».